

## Des statisticiens accusent l'éducation nationale de faire de la rétention d'information

LEMONDE.FR | 04.11.11 | 19h31 • Mis à jour le 04.11.11 | 19h32



**I**nterstat, un collectif qui réunit les syndicats de l'Insee et des services de statistiques ministériels, accusent le ministère de l'éducation de faire de la rétention d'information, en ne publiant pas dans les temps leurs travaux.

Dans un [communiqué](#), les statisticiens publics s'étonnent de voir que huit de leurs publications n'ont été ni publiées, ni mises à disposition du public sur le site Internet du ministère. Selon eux, des études annuelles, traitant par exemple du nombre d'élèves par classe ou de la réussite aux examens, sont mises en réserve par les services de Luc Chatel.

Pas tant par volonté de censure mais pour mieux contrôler sa communication : *"des publications validées et prêtes à être diffusées sont retenues en attendant une éventuelle communication du ministre sur le sujet"*, dénoncent ainsi les chercheurs.

### LES STATISTIQUES PUBLIQUES NE SONT PLUS INDÉPENDANTES

Plus grave, les statistiques présentées seraient faussées. Interstat accuse Luc Chatel de *"s'enorgueillir, lors de sa conférence de presse de rentrée [le 1<sup>er</sup> septembre], d'améliorer les compétences des élèves malgré la hausse du nombre d'élèves et la baisse du nombre d'enseignants"*. Seulement, les données sur lesquelles se base ce propos sont *"sujettes à caution"*.

En cause, la réorganisation des services de statistiques publiques. Les chercheurs affirment que les données utilisées par le ministère de l'éducation ne sont plus produites par un organisme *"indépendant du pouvoir"* mais par la direction pédagogique du ministère, qui publierait des résultats faussés. *"La publication des résultats moins flatteurs d'opérations conduites en parallèle par la DEPP [direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, un service public de statistiques] n'est pas autorisée, ce qui est plus inquiétant encore"*, souligne le communiqué.

Au-delà de la défense de leur mission de service public, les statisticiens estiment que cette situation fausse le débat sur le destin de l'éducation nationale. *"Les citoyens doivent pouvoir s'informer en toute indépendance et ne pas être tributaires de la propagande, quelle que soit son origine"*, concluent-ils.

Joint par le Monde.fr, le ministère de l'éducation n'a pas souhaité réagir.

### Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.